

# L'indépendant mâconnais

## #5. Bienvenue en Courtoisie !

Maire de Mâcon depuis 2001, Jean-Patrick Courtois, âgé de 70 ans, est une figure incontournable du Mâconnais. Entré en politique à 32ans, il fut maire de Dompierre-les-Ormes pendant 20 ans, conseiller général, sénateur. Ayant dû quitter ses fonctions de sénateur en 2015 pour n'avoir pas respecté les règles de dépenses de campagne électorale<sup>1</sup>, il est toutefois devenu de nouveau conseiller départemental en 2021, après avoir été réélu maire de Mâcon en 2020 et pris la présidence de la communauté d'agglomérations Mâconnais-Beaujolais Agglomération (MBA).

Professionnel de la politique à la papa, il a su développer un réseau, et surtout s'imposer comme le chef, le guide, contrôlant la politique

locale d'une main de fer. Malgré un essoufflement évident, accompagné par une incapacité au débat, par des erreurs de perspective, de prospective, en matière commerciale par exemple, Jean-

Patrick Courtois sait s'appuyer sur des alliés politiques et médiatiques locaux, ainsi que sur la crainte qu'il peut inspirer auprès du milieu associatif.



Vue de Mâcon depuis Saint-Laurent-sur-Saône

### Des élus aux ordres

Mater les troupes, c'est un peu le credo du maire. Une majorité derrière lui, sans remises en question, sans échanges, au service de sa personne et de ce qu'elle édicte. On lui donne le plus de délégations possibles, autant que la loi le permet, on présente benoîtement les dossiers lors des conseils municipaux, aussi peu nombreux que possible, sans dialogues contradictoires, avec un train de votes qui ne supporte aucun arrêt. Chiffre glaçant, ce sont 430 décisions prises par le maire seul en 2021, contre 188 en conseil municipal. S'il est logique que toute décision ne relève pas de l'assemblée, un tel décalage dévoile un abus, non pas légal mais moral,

d'autant que cela suppose que beaucoup de décisions sont pas ou mal connus par les Mâconnaises et Mâconnais. Et quand un élu de l'opposition se permet de poser une question sur un point du conseil municipal, le maire, oubliant les règles les plus élémentaires du respect, de même que le principe de l'exemplarité d'un élu, pianote sur son smartphone ou discute avec son voisin, dans un art maîtrisé du mépris.

On peut penser toutefois que la soumission ne s'exerce pas, comme partout, sans compromis. Mais il n'y a pas de hasard à cette forme d'autocratie, soutenue par les élections successives, soutenue par une équipe proche et soudée de la

droite dure, dévouée à leur chef, pour lesquels on peut s'en tenir à deux ou trois exemples.

Ainsi Hervé Reynaud, ancien journaliste au *Journal de Saône-et-Loire* qui a très vite acquis les principes de la parole politique, affilié très vite à MM. Courtois et Accary<sup>2</sup>. Son brillant parcours lui vaut, en 2021, d'être promu officier dans l'Ordre national du mérite. C'est aussi Gérard Colon, dont le nom reste associé à l'opération immobilière qu'il a su faire approuver par le service d'urbanisme de la ville, qui lui permet de créer un immeuble d'habitation en lieu et place d'une maison de maître du 19<sup>e</sup> siècle, dans la rue de la Liberté<sup>3</sup>.

Catherine Carle Viguié, 1er adjointe, lectrice assidue de *Valeurs actuelles*, aime à se bercer dans les théories complotistes autour de l'actualité, sans arrêt, sur *Twitter*<sup>4</sup>, complotiste jusqu'au bout des ongles quand il s'agit de partager des publications qui se confortent dans la désinformation, dans la manipulation et dans l'analyse la plus bête. Elle y va ainsi de bon cœur au sujet de la crise du Covid-19, puis autour de la guerre en Ukraine. L'opinion et la liberté d'expression qu'elle affiche trouvent vite leurs limites, son fil relevant davantage d'une rhétorique d'extrême-droite que d'un effort critique, davantage d'un relais de manipulateurs malhonnêtes que d'une ouverture d'esprit. Chargée de l'éducation et de l'enseignement, et bras droit du maire, son approche politique et publique a de quoi en choquer plus d'un. Précisons bien que l'analyse de ce compte ne dénote bien qu'une seule tendance dans ses publications, sans aucune mesure dans ses propos.

Parmi tant de partages problématiques, on relèvera par exemple le relais d'une intox sur le conseil national de la certification, qui serait un moyen de contrôle et de sanction des médecins, présenté notamment par le site *anguillesousroche.com*<sup>5</sup>. Ce type de partage est une habitude chez elle. Cas d'école, cette lecture manipulateur d'un texte de loi a été notamment dénoncée dans *20 Minutes* et *Libération*<sup>6</sup>.

Nouveau venu dans cette équipe municipale, Jean-Philippe Belville a trouvé une oreille attentive chez M. Courtois en faisant modifier une promesse politique, celle d'un lieu de vie et de verdure à Flacé, en lieu et place du stade Jules Révillon, pour y implanter une école catholique privée le plus rapidement possible<sup>7</sup>. Un seul homme valant plus que plusieurs centaines d'habitants, c'est la privatisation de l'enseignement, la bétonisation et le culte catholique qui en sortent grandis, avec l'assentiment du diocèse d'Autun qui se porte acquéreur du terrain, sans sourciller, loin des valeurs chrétiennes de respect et d'amour du prochain.

↳ CARLE VIGUIER a retweeté

**Fabrice Di Vizio** @DIVIZIO1 · 17h

Non mais rassurez moi : on ne le découvre pas ???? Ça fait juste 20 ans que tout le monde sait que les cabinets de consultant font les politiques sanitaires! La crise des opioïdes est un parfait exemple mais elle n'est pas la seule

**Public Sénat** @publicsenat · 20h

Le ministère de la Santé a fourni à la commission d'enquête les « livrables » des cabinets de conseil. « Leur lecture donne le vertige car elle démontre une intervention massive de ces cabinets sur tous les points de la crise sanitaire », s'inquiète @ElianeAssassi

*Soutien à Fabrice Di Vizio, complotiste antivax*

**CARLE VIGUIER** @C\_CarleViguié · 27 janv.

Le contrôle social comme en Chine, on y arrive lentement mais sûrement!

**KINGDHARMA** @KINGDHARMA1 · 27 janv.

En réponse à @AliceDesbiolles et @MartinBlachier  
Ils s'en foutent l'objectif est là-bas

*Exemple de message directement complotiste, basé sur le fantasme du contrôle social chinois*

**CARLE VIGUIER** @C\_CarleViguié · 29 janv.

Par décret passé en catimini, Macron et Vèran créent « le Conseil national de certification », soumis au gouvernement, pour reconduire ou retirer le droit d'exercer des médecins qui n'obéissent pas... pas un mot dans les médias. Après 10 a 14 ans d'études!!

*Relais rédigé de la fausse information relative au Conseil national de certification*

En 2020 Jean-Patrick Courtois a trouvé en plus le soutien des acteurs locaux de La République en marche (LREM), mouvement et parti associé au président Emmanuel Macron. La question peut se poser des raisons de cette alliance. Certes l'élection municipale est en grande partie un très grand entretien d'embauche qui permet de distribuer aux gagnants des indemnités, mais cela ne peut suffire, d'autant que LREM n'a pas de places importantes parmi les élus. Il faut plutôt entendre que l'alliance est naturelle, avec des acteurs locaux qui ont surtout des idées politiques proches, en particulier en matière économique. Incapables de former une liste aux

élections, farouchement opposés à la gauche mâonnaise, c'était leur seul moyen de peser localement en matière politique.

Tout d'abord c'est le député Benjamin Dirx. Jouant sur les mots, celui-ci se fait passer pour un chef d'entreprise alors qu'il n'a jamais eu l'occasion de véritablement lancer sa société de formation continue, qu'il ne pourra véritablement gérer qu'à la fin de son mandat. Il est surtout fils de Jean-Claude Dirx, qui crée en 1992 la Société d'assistance et de gestion du stationnement (SAGS), reprise par Jean-Laurent Dirx, frère de Benjamin, en 2010<sup>8</sup>. C'est cette histoire, avec un développement

continu, qui fait qu'aujourd'hui les Marseillais reçoivent des PV depuis Charnay-lès-Mâcon, où se trouve le siège social de l'entreprise. A Mâcon même, SAGS ne s'occupe pas du stationnement sur voirie, pour l'heure, mais elle gère trois parkings, à savoir Centre, Lamartine et Rambuteau, pour environ 650 places.

Pour le reste, Benjamin Dirx a su se distinguer dans le casting En Marche en 2017 pour l'investiture aux législatives, avec une holding familiale qui correspond bien aux valeurs du président Macron. Ses hagiographes se chargent du reste sur la page qui le concerne dans *Wikipédia*, d'abord sous pseudonymes *FloJB*, *Estebnlopsz* et *Estebnlopsz71*, puis avec les adresses IP 31.7.252.190 ou 77.207.110.158. Le portrait du député est sous contrôle depuis sa création en 2017.

Même Jean-Patrick Courtois ne se permet pas de telles méthodes. Seul le compte *Mdomp*, le Domp étant à comprendre pour Dompierre, inexistant depuis 2017, s'est évertué à effacer le 2 mai 2016 des éléments d'information sur la condamnation de Courtois sur ces comptes de campagne. Cette suppression d'informations a été effectuée au prétexte que l'accusation n'était pas sourcée, bonne excuse qui a fait éviter à *Mdomp* l'effort de sourcer lui-même...

Même la participation d'un compte Ville de Mâcon à l'encyclopédie collaborative relève plus de l'amusement qu'autre chose, surtout quand il s'agit de corriger un propos qui n'a d'évidence pas sa place dans *Wikipédia*.

## Contributions de FloJB

De [FloJB](#) (discuter) | [journal des blocages](#) | [téléversements](#) | [journaux](#) | [journal des filtrages](#)

### ▼ Rechercher des contributions

- 5 avril 2018 à 13:15 (diff | hist) .. (+6) .. Benjamin Dirx (Balise: Éditeur visuel)
- 5 avril 2018 à 13:14 (diff | hist) .. (+3) .. Benjamin Dirx (Balise: Éditeur visuel)
- 5 avril 2018 à 13:13 (diff | hist) .. (+13) .. Benjamin Dirx (Balise: Éditeur visuel)
- 5 avril 2018 à 13:10 (diff | hist) .. (-130) .. Benjamin Dirx (infos pour compléter profil) (Balise: Éditeur visuel)
- 5 avril 2018 à 10:36 (diff | hist) .. (+615) .. Benjamin Dirx (info pour compléter profil) (Balise: Éditeur visuel)
- 5 avril 2018 à 10:23 (diff | hist) .. (+202) .. Benjamin Dirx (ajout infos pour compléter le profil) (Balise: Éditeur visuel)
- 5 avril 2018 à 10:02 (diff | hist) .. (+102) .. Benjamin Dirx
- 5 avril 2018 à 09:51 (diff | hist) .. (+3 266) .. Benjamin Dirx (ajout d'infos pour compléter le profil) (Balise: Éditeur visuel)

## Contributions de Estebnlopsz

De [Estebnlopsz](#) (discuter) | [journal des blocages](#) | [téléversements](#) | [journaux](#) | [journal des filtrages](#)



### ▼ Rechercher des contributions

- 16 juillet 2019 à 10:23 (diff | hist) .. (+75) .. Benjamin Dirx
- 4 juin 2019 à 14:01 (diff | hist) .. (-25) .. m Palais Bourbon (→Galerie: Changement d'une photographie)
- 4 juin 2019 à 08:11 (diff | hist) .. (-603) .. m Benjamin Dirx (→Biographie: Fonctions du député à l'Assemblée nationale) (Balise: Éditeur visuel)
- 3 juin 2019 à 19:44 (diff | hist) .. (+9) .. Benjamin Dirx
- 24 avril 2019 à 13:33 (diff | hist) .. (+60) .. Benjamin Dirx (Balise: Éditeur visuel : bascule)
- 25 mars 2019 à 16:31 (diff | hist) .. (+348) .. m Benjamin Dirx (éléments biographiques) (Balise: Éditeur visuel)
- 25 mars 2019 à 16:27 (diff | hist) .. (+564) .. m Benjamin Dirx (Éléments biographiques succincts) (Balise: Éditeur visuel)
- 8 décembre 2018 à 19:38 (diff | hist) .. (-5) .. Promotion ? sur Wikipédia:Forum des nouveaux
- 8 décembre 2018 à 19:37 (diff | hist) .. (+184) .. N Promotion ? sur Wikipédia:Forum des nouveaux
- 3 décembre 2018 à 23:44 (diff | hist) .. (0) .. m Discussion:Musée Denon (Estebnlopsz a déplacé la page Discussion:Musée Vivant-Denon vers Discussion:Musée Denon : Le nom de l'établissement a changé pour le raccourcir à "Musée Denon".)
- 3 décembre 2018 à 23:44 (diff | hist) .. (+29) .. N Musée Vivant-Denon (Estebnlopsz a déplacé la page Musée Vivant-Denon vers Musée Denon : Le nom de l'établissement a changé pour le raccourcir à "Musée Denon".) (actuelle) (Balise: Nouvelle redirection)
- 3 décembre 2018 à 23:44 (diff | hist) .. (0) .. m Musée Denon (Estebnlopsz a déplacé la page Musée Vivant-Denon vers Musée Denon : Le nom de l'établissement a changé pour le raccourcir à "Musée Denon".)

## Contributions de Estebnlopsz71

De [Estebnlopsz71](#) (discuter) | [journal des blocages](#) | [téléversements](#) | [journaux](#) | [journal des filtrages](#)

### ▼ Rechercher des contributions

- 12 juin 2019 à 16:21 (diff | hist) .. (+17) .. m Benjamin Dirx (Balise: Éditeur visuel)
- 12 juin 2019 à 12:48 (diff | hist) .. (-9) .. Benjamin Dirx
- 15 mai 2019 à 15:37 (diff | hist) .. (+87) .. Benjamin Dirx
- 13 mai 2019 à 13:18 (diff | hist) .. (0) .. Benjamin Dirx
- 10 mai 2019 à 12:41 (diff | hist) .. (+4) .. Benjamin Dirx
- 10 mai 2019 à 12:40 (diff | hist) .. (-44) .. Benjamin Dirx
- 26 novembre 2018 à 21:29 (diff | hist) .. (-28) .. Musée Denon

*Succession d'hagiographes (ou d'un seul), sur la page Wikipédia de B. Dirx en 2018 et 2019*

C'est un peu plus gênant quand ce compte tente de créer une page sur l'Espace sportif et de loisirs Antoine Griezmann, comme cela peut relever surtout d'une forme de propagande s'il s'agit bien du service de communication de la ville qui gère ce travail...

Autre élu de LREM, Maxime Plat, 4e adjoint, est « chargé de la sécurité et de la tranquillité publiques, de la prévention de la délinquance et de l'administration générale ». Il est en outre assistant parlementaire du député Dirx, ce qui lui fait deux mentors, l'un issu d'une droite sécuritaire, l'autre d'une famille gestionnaire de stationnement. Maxime Plat est selon toute logique responsable de la promotion de la vidéo-surveillance à Mâcon, qui consiste essentiellement dans la vidéo-verbalisation de véhicules de tous genres.

A l'âge de 30 ans, il est responsable en quelque sorte d'une véritable prouesse, avoir dressé 2 700 PV aux Mâconnais et automo-bilistes en seulement 6 mois. Cela représente 3 PV par heure de travail pour les deux agents réduits à l'état de robots qui, dans leur fauteuil, doivent visualiser chaque infraction, le repérage automatique des plaques étant pour l'heure illégal si ce n'est pour la durée de stationnement<sup>9</sup>. Avec plus de 200 caméras à regarder, pour deux paires d'yeux, ce n'est pas une manne financière et prolifique si évidente à gérer. On en oublie vite l'inefficacité de la vidéosurveillance en tant que telle, ainsi contre la délinquance et les délits, d'autant plus dans une ville relativement paisible ; c'est bien l'argent des conducteurs que l'on traque, quitte à ce que les infractions soient

## Différences entre les versions de «Jean-Patrick Courtois»

🌐 3 langues

Navigation interactive dans l'historique

**Version du 1 mai 2016 à 17:53 (modifier)**  
84.103.146.174 (discuter)  
(Balise : Editeur visuel)  
← Modification précédente

**Version du 2 mai 2016 à 22:24 (modifier) (annuler)**  
Mdomp (discuter | contributions)  
m (suppression passages "accusateur" non référencé, ou plus appropriés sur la page Mâcon (adjoint...) et réserve parlementaire 2011 plus d'actualité (plus de mandat de sénateur))  
Modification suivante →

**Ligne 58:**

```
'''Jean-Patrick Courtois''' , né le {{date|20|mai|1951}} à [[Lyon]], est un [[Personnalité politique|homme politique]] [[France|français]], membre du groupe [[Union pour un mouvement populaire|UMP]].
```

**Ligne 58:**

```
'''Jean-Patrick Courtois''' , né le {{date|20|mai|1951}} à [[Lyon]], est un [[Personnalité politique|homme politique]] [[France|français]], membre du groupe [[Union pour un mouvement populaire|UMP]].
```

Fonctionnaire de profession, maire de Mâcon depuis 2001, élu [[sénat français|sénateur]] de [[Saône-et-Loire]] le [[24 septembre]] [[1995]], réélu pour la première fois le [[26 septembre]] [[2004]], puis une nouvelle fois le [[28 septembre]] [[2014]], jusqu'en 2015 puisqu'il fut déclaré démissionnaire suite au rejet de ses comptes de campagne. Il fut également déclaré inéligible pour un an pour avoir menti au Conseil Constitutionnel. Il fut en 2009 l'un des chargés de mission par l'[[Union pour un mouvement populaire|UMP]] sur la [[réforme des collectivités territoriales]].

Fonctionnaire de profession, maire de Mâcon depuis 2001, il fut [[sénat français|sénateur]] de [[Saône-et-Loire]] du [[24 septembre]] [[1995]] jusqu'en 2015. Il fut en 2009 l'un des chargés de mission par l'[[Union pour un mouvement populaire|UMP]] sur la [[réforme des collectivités territoriales]].

WIKIPÉDIA L'encyclopédie libre

Rechercher dans Wikipédia

Créer un compte

Article Discussion Lire Modifier Modifier le code Historique

## Différences entre les versions de «Jean-Patrick Courtois»

🌐 3 langues

Navigation interactive dans l'historique

**Version du 11 mai 2018 à 10:24 (modifier)**  
2a01:cb10:82b4:6000:650d:a510:b469:48 (discuter)  
(→Mâcon : ajout d'un paragraphe)  
(Balise : Editeur visuel)  
← Modification précédente

**Version du 25 juin 2018 à 08:56 (modifier) (annuler)**  
Ville de Mâcon (discuter | contributions)  
(Balise : Editeur visuel)  
Modification suivante →

**Ligne 133:**

- \* Centre équestre de Chaintré
- \* Rénovations de certaines places du centre-ville ;
- \* Cité de l'entreprise, elle ne rencontre pas le succès escompté du fait qu'elle a du mal à se remplir ;
- \* Investissements au centre équestre de Chaintré ;
- \* Le Spot salle de spectacle (avec les financements de la région, du département, de la CAMVal) ;

**Ligne 133:**

- \* Centre équestre de Chaintré
- \* Rénovations de certaines places du centre-ville ;
- \* Cité de l'entreprise,
- \* Investissements au centre équestre de Chaintré ;
- \* Le Spot salle de spectacle (avec les financements de la région, du département, de la CAMVal) ;

WIKIPÉDIA L'encyclopédie libre

Rechercher dans Wikipédia

Créer un compte

Page spéciale

## Contributions de Ville de Mâcon

De Ville de Mâcon (discuter | journal des blocages | téléversements | journaux | journal des filtrages)

▼ Rechercher des contributions

- 25 juin 2018 à 10:53 (diff | hist) .. (+155) .. Utilisateur:Ville de Mâcon/Brouillon (actuelle)
- 25 juin 2018 à 08:56 (diff | hist) .. (-83) .. Jean-Patrick Courtois (Balise : Editeur visuel)
- 25 juin 2018 à 08:27 (diff | hist) .. (+3 329) .. Utilisateur:Ville de Mâcon/Brouillon (Complet la fiche)
- 25 juin 2018 à 08:10 (diff | hist) .. (+255) .. N Utilisateur:Ville de Mâcon/Brouillon (Nouvelle page : Espace sportif et de loisirs Antoine Griezmann (Aide:Comment créer un article/brouillon)) <-!- Ne rien modifier au-dessus de cette ligne --> Changez ce texte pour votre brouillo... (Balise : Editeur visuel)

Outils : Sous-pages • Wikiscan, XTools • Articles créés • Nombre de vues • Fichiers importés (Commons) • Contributions sur les autres projets • Compte global

constatées sans aucune humanité, sans aucun état d'âme, sans aucune circonstance atténuante...

Sans doute est-ce ainsi que le demande le peuple. Véronique-Laure Verraest, chargée de la démocratie participative, doit en savoir quelque chose. Suppléante de Benjamin Dirx à l'Assemblée nationale, elle semble pourtant

bien peu visible sur ce sujet dans une autocratie telle que celle de Jean-Patrick Courtois. Pourtant figure plus ambivalente, avec un passé sensible à gauche, son rôle en matière de participation des habitants apparaît bien comme fantôme. Les consultations de la population sont difficiles à cerner, avec un cadre souvent trop complexe quand il s'agit de

réfléchir à l'urbanisme, à l'artificialisation des terres, ou avec une information souvent tardive pour des réunions publiques, quand cette information n'est pas simplement réduite à quelques habitants, sans annonce médiatique.

### *Des médias mâconnais qui s'engagent*

La problématique médiatique n'est pas exclusive au Mâconnais, avec au niveau national une concentration des médias à la faveur des plus riches. Le *Journal de Saône-et-Loire* appartient au groupe Est Bourgogne Rhône Alpes (EBRA), qui appartient à 100 % à une banque, le Crédit Mutuel. De ce fait, et par l'importance des revenus publicitaires, il est documenté depuis les années 1970 qu'un système médiatique tel profite aux politiques en place, aux milieux économistes, avec une mise en difficulté des médias qui apportent un regard critique sur le système en place, qui peinent à trouver les revenus publicitaires qui sont souvent la condition d'une survie pour eux. Le responsable de l'antenne locale mâconnaise, M. Laurent Bollet, ne cache pas son soutien à Jean-Patrick Courtois, à la majorité municipale, communautaire, départementale, à travers ses billets, mais aussi, plus gênant, à travers ce qui s'apparente à des articles. Il peut faire par exemple le service après-vente du développement de la vidéosurveillance, sans objectivité, ou encore la promotion des choix économiques du maire, sans statut journalistique.

Ce jeu dangereux du journal local avec la démocratie, on le retrouve régulièrement par le biais d'une autre pratique, celle des publi-

reportages au profit de la mairie ou de la communauté d'agglomérations. Sous ce terme flou, il s'agit d'ouvrir les colonnes du journal à la propagande municipale, sous la forme d'un article publicitaire, qui devient une source de revenus pour l'organe de presse. Il n'y a rien d'illégal dans cette pratique, mais elle soulève des questions éthiques et déontologiques, surtout quand elle s'exerce très régulièrement, ainsi comme ce fut le cas dans les mois qui ont précédé les élections municipales de 2020. Si les journalistes qui ont leur carte de presse ne peuvent participer à ce type d'exercice, il est souvent de la responsabilité d'un correspondant local de presse (CLP), qui n'a pas le statut de journaliste mais qui peut se retrouver à écrire cette propagande municipale, à partir d'éléments fournis par la municipalité elle-même, dans le même temps qu'il peut écrire régulièrement des articles par ailleurs. C'est une spécialité au *Journal de Saône-et-Loire* de Jean-Louis Navarro, rédacteur de ces publicités, aux côtés de la Ville de Mâcon<sup>10</sup>, parfois avec des photographies de Fernand Ribeiro, par ailleurs particulièrement favorables à la majorité dans les articles qu'ils produisent en tant que « journalistes ». Au-delà de la pratique elle-même, le choix d'un terme ambivalent, qui renvoie à celui de reportage, de publication, sans indication suffisamment claire de « publicité », pose un manque d'honnêteté vis-à-vis du lecteur, et participe simplement, du fait du média lui-même, d'une méfiance grandissante à son égard.

Une tendance également dans la presse quotidienne, nationale comme régionale, c'est une réduction régulière des moyens et des effectifs, au détriment du

travail d'enquête, au détriment du temps nécessaire à un recul critique. Avec trois journalistes seulement à Mâcon, pour le *Journal de Saône-et-Loire*, l'information souffre logiquement de grandes lacunes. Laurie Bouclet, Johan Bozon et Adrien Wagnon ne peuvent porter seuls la responsabilité d'une information qui peut concerner jusqu'à 150 000 habitants sur le bassin. Avec les éléments précédents sur la ligne éditoriale et les publiereportages, on se retrouve dans une atmosphère idéologique préjudiciable à la vie locale.

Deuxième média important en audience, le site web *Mâcon Infos, pure player*<sup>11</sup>, souffre aussi de limites. Comme bien d'autres médias locaux en ligne, on relève une faible originalité éditoriale, évidente avec *Mâcon Infos*, qui s'appuie sur un squelette web basique, sans innovations, avec un modèle économique dépendant des entreprises et collectivités territoriales en matière de publicité, mais aussi avec des subventions publiques. Comme dans le *Journal de Saône-et-Loire*, et surtout à l'égard de la majorité, il y a une tendance accrue à reprendre les éléments officiels sans recul critique, sans travail journalistique. C'est un problème dans le sens où les communiqués officiels prennent la forme d'articles, sans toujours de distinction évidente entre un communiqué et un article. Et quand la distinction est claire, on ne peut que faire défiler des communiqués de groupes politiques locaux, sans intérêt journalistique, les textes ne faisant que convaincre les convaincus, sans effort d'enquête de la part de *Mâcon Infos*, bien moins que dans le *Journal de Saône-et-Loire*.

Entre les deux médias, l'enquête est finalement rare, souvent bâclée, source d'erreurs parfois, et la ligne éditoriale, favorable à la majorité locale pour des raisons diverses, politiques, financières, ne favorise pas une information de qualité. *France 3* n'a plus d'antenne locale et ses journalistes viennent très rarement couvrir Mâcon. Enfin, avec une riche offre culturelle sur son antenne, *Radio Aléo* est

particulièrement absente en matière de politique locale, même si les différents sujets proposés avec les jeunes sur des questions de société participent du débat politique. Les seuls sujets de politique locale disponible sur la chaîne *YouTube* de la radio sont des entrevues avec Jean-Patrick Courtois, jusqu'en juin 2018, une autre d'André Accary, en mars 2018, sans aucun autre courant

politique représenté, hors Stéphane Guiguet, mais pour la région, en février 2018<sup>12</sup>. Malgré l'absence d'autres voix, on observera que ces entrevues anciennes sont l'occasion de questions critiques, ainsi au sujet du stationnement en centre-ville ou de la suppression d'arbres.

### *Mâcon, un « village Potemkine »*

Entre média et association, le cas de *Radio Aléo* peut renvoyer à une autre problématique mâconnaise, celle d'une dépendance des initiatives au bon vouloir de la mairie pour les financer. Le maire peut alors jouer un rôle important, en conduisant ou non, en reconduisant ou non, les financements, leurs montants. Et, s'il peut être difficile de mesurer la puissance de M. Courtois en la matière, c'est une véritable crainte qui existe à Mâcon en matière d'expression publique.

Le monde associatif est timide quand il s'agit de donner un avis critique sur la politique locale. Plusieurs événements montrent cette réticence à l'engagement. Ainsi, après la faillite de la fédération nationale des Maisons des jeunes et de la culture (MJC), la municipalisation annoncée de la MJC mâconnaise, vers un contrôle de ses actions par la municipalité, mettant fin à son indépendance, alors que dans plusieurs villes de France des solutions ont été trouvées pour maintenir cette

indépendance, n'a trouvé quasiment aucune réaction du monde associatif local. Quand des stades sont supprimés, aucun club ne prend la parole ni ne s'engage, alors qu'ils apprécient davantage, ainsi que leurs adhérents, utiliser des équipements sportifs en ville, qui peuvent être rénovés, plutôt que des terrains isolés, même de qualité olympique. Faut-il parler au risque de perdre les subventions publiques ? Faut-il oser remettre en question le grand chef et laisser à penser que les failles sont nombreuses dans sa politique ? Il faut croire qu'on préfère se taire, et ce peut être compréhensible.

On peut avoir l'impression, en trompe-l'œil, dans ce contexte, que tout va bien. Le magazine municipal, « Mâcon notre Ville », média officiel dirigé par la conseillère municipale Claude Cannet, qui était 1ère adjointe de 2014 à 2020, est le symbole de l'efficacité à toute épreuve de la majorité municipale. Véritable outil de propagande, ce magazine est distribué très largement, gratuitement, dans les boîtes aux lettres de la ville. Sans aucun recul critique, sans anicroches, le contenu frise régulièrement avec la désinformation par le choix de ne pas donner

certaines informations : mise en valeur des cantines avec menus bio à Mâcon sans insister sur le caractère obligatoire national de cette mesure, impression de travail favorable aux commerces de centre ville sans information sur le nombre de commerces vacants, parmi les plus importants au sein des communes équivalentes, passion pour la vidéosurveillance sans indiquer le très faible taux de résolution d'enquête par ce biais...

La désinformation n'est pas un phénomène qui concerne seulement la diffusion de fausses informations, elle relève aussi de l'art de la diversion, quand encore on donne à penser que le changement d'ampoules de lampadaires par des leds est une politique volontariste de protection pour l'environnement, tandis que le bilan carbone de la politique mâconnaise ne cesse de s'aggraver par des politiques continuelles d'artificialisation des sols, d'installation de caméras, contre lesquelles la politique des leds et des petites surfaces en arbres n'ont quasiment aucun impact. C'est accuser seulement les gilets jaunes et syndicats quand il s'agit d'aider financièrement les commerçants de centre ville, quand ceux-ci

souffrent essentiellement de politiques économiques qui ont favorisé d'autres commerces, extérieurs, et d'erreurs de prospective dans le stationnement et l'implantation d'activités, que ce soit vis-à-vis du marché hebdomadaire ou des halles.



Jean-Patrick Courtois  
Image Chabe01-Wikipédia

## Conclusion, la Légion !

Quand M. Jean-Patrick Courtois est élevé au grade de Chevalier de la Légion d'honneur, début 2022, c'est une distinction qui paraît récompenser les valeurs universelles que sont l'autorité, le clientélisme et le paternalisme, qui toutes trois reflètent bien son caractère politique. Si c'est officiellement sa longévité qui est saluée, difficile de savoir à quoi elle rime.

Mais dans une ville où la pétition contre le choix d'un nom de président de gauche pour un pont, remporte plus de signatures qu'une pétition contre la suppression d'un stade, on peut supposer que la droite a encore de beau jour devant elle<sup>13</sup>.

Quand l'opposition peine à mobiliser auprès d'elle, sans figures de rassemblement, quand elle reste limitée dans son action à un nombre restreint de sympathisants, le champ de bataille s'ouvre déjà pour la succession de Jean-Patrick Courtois, avec des équilibres à choisir entre trois choix, une droite économiste qui joue sur un terrain relativement sinistré, une droite sécuritaire qui peine à faire peur, une droite catholique qui perd peu à peu ses électeurs.

Mais dans ces choix une chose semble être acquise, la voix de la population, au quotidien, n'est pas prête à être entendue dans cette ville.

La Rédaction

### Notes :

1. Décision n° 2015-4941 SEN du 11 juin 2015, du Conseil constitutionnel, disponible sur : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2015/20154941SEN.htm>
2. André Accary est conseiller départemental LR depuis 2004, président du département de Saône-et-Loire depuis 2015, réélu en 2021.
3. On peut lire à ce sujet les articles du Journal de Saône-et-Loire sur <https://www.lejls.com/societe/2021/03/17/un-hotel-particulier-va-t-il-etre-rase-pour-construire-un-immeuble> et sur <https://www.lejls.com/societe/2021/10/17/projet-de-logements-rue-de-la-liberte-l-affaire-mise-en-delibere>
4. Compte disponible sur [https://twitter.com/C\\_CarleViguiier](https://twitter.com/C_CarleViguiier), avec la proximité d'autres comptes complotistes comme @archaos91 ou @noedidier
5. Ce site se présente comme un site de divertissement, profitant notamment de diffuser des fausses informations pour attirer les internautes et gagner de l'argent grâce à la publicité, ainsi que l'explique l'auteur sur <https://www.anguillesousroche.com/a-propos/> ; quitte à se faire prendre à son propre jeu et regretter qu'on l'accuse de désinformation...
6. Ainsi sur <https://www.20minutes.fr/societe/3102215-20210813-non-conseil-national-certification-periodique-verse-controler-medecins> et sur [https://www.liberation.fr/checknews/un-decret-passe-en-catinini-permet-il-vraiment-au-gouvernement-de-controler-et-sanctionner-les-medecins-20210817\\_06QFAMISWRBITOYDPMSZQ55VVQ/](https://www.liberation.fr/checknews/un-decret-passe-en-catinini-permet-il-vraiment-au-gouvernement-de-controler-et-sanctionner-les-medecins-20210817_06QFAMISWRBITOYDPMSZQ55VVQ/)

7. Voir à sujet le numéro 4 de l'Indépendant mâconnais, disponible sur : <https://independant-maconnais.fr/spip.php?article7>
8. Le site officiel : <https://www.sags.fr/>
9. On peut lire des éléments à ce sujet sur le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/verbalisation-par-lecture-automatisee-des-plaques-dimmatriculation-lapi-la-cnil-met-en-garde>
10. Par exemple, dans une enfilage parmi d'autres, le 16 janvier 2019, « La ville prépare déjà le Mâcon de demain », le 30 janvier « Mâcon, clé de voûte du bassin économique le plus dynamique de la Bourgogne du Sud » (sic), le 6 février « Des projets émergent dans les quartiers ».
11. Un *pure player* est un journal qui ne consiste qu'en une version web, comme *Médiapart* ou *The Huffigton Post*.
12. L'ensemble des vidéos de Radio Aléo est disponible sur <https://www.youtube.com/channel/UCTy0btm8k3nvm0UytXF-6wA/videos>
13. En référence à la pétition contre le nom de François Mitterrand en 2009, soutenue par M. Courtois, avec un article qu'il signe à ce sujet sur son blog de l'époque, sur : <http://jpcourtois.over-blog.com/article-36374816.html>. Pour les actions passées de M. Courtois, on peut retrouver ensuite les archives de son site de 2010 à 2012 sur <https://web.archive.org/web/20120828221323/http://www.jeanpatrickcourtois.fr:80/>

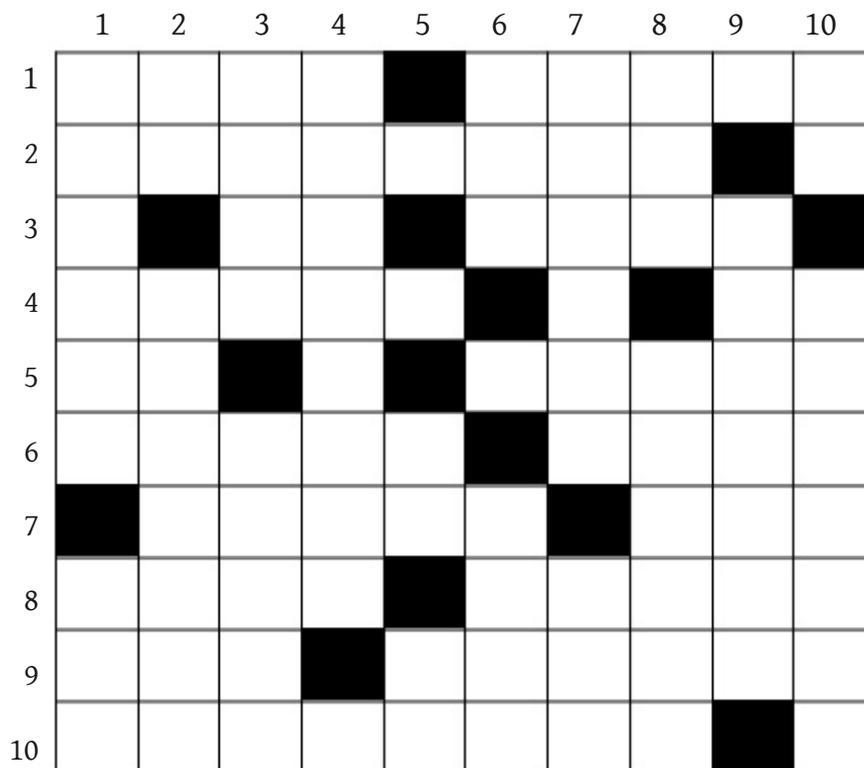
# L'indépendant mâconnais

## #5. Bienvenue en Courtoisie

### Jouons

Mars 2022

[independant-maconnais.fr](http://independant-maconnais.fr)



Horizontal. 1. Peut aimer faire de mauvais choix politiques. Meilleure arme contre le chasseur. 2. Travaillait bien avant les leds. 3. Roman original de Stephen King. Perroquet retourné. 4. Quand "de les" devient "des". Début d'un prénom qu'on ne trouve pas au Lido. 5. On y parle de nouvelles entrées. Place sous laquelle on soupçonne des vestiges. 6. Comme celui de Flacé ou celui de La Chanaye qu'on supprime. Du côté des Saugeraies. 7. Drôlement secoué. Les trois premières d'une série. 8. Garcimore en était friand. Indépendante au milieu de Mâcon. 9. Pour s'embrasser. Entourée 10. Espace charnaysien.

Vertical. 1. Dans son quartier donne le nom à une allée, un chemin, une rue, une impasse. Traverse Loché. 2. Article arabe. De nouveau percé. 3. Condiments tête en bas. Devenir muet. 4. Comme un parti de gauche à Mâcon. 5. Europe Ecologie. Sur une plaque suisse. 6. Un Messi. Lasse. 7. Loin mais proche de Leroy Merlin. Chansonnette. 8. Ne plaisante pas. Entre Mâcon et Clermont. 9. Sans fautes. 10. Soustrait. Consacrées.

Solutions du #4. Horizontal. 1. Perrières. 2. Lt. Illégal. 3. Marbé. Vole. 4. Tu. Trisoc. 5. As. Il. NL. 6. Ai. Coalise. 7. Infusion. 8. Stade. Nouc. 9. Eon. Et. UL. 10. Sxee. Abîme. Vertical. 1. PLM. Gaises. 2. Etat. Intox. 3. Rua. Fane. 4. RIB. Scud. 5. Ilet. Osée. 6. El. Riai. Ta. 7. Révillon. 8. Egos. Inoui. 9. Salons. ULM. 10. Leclerc.